

Chapitre 5

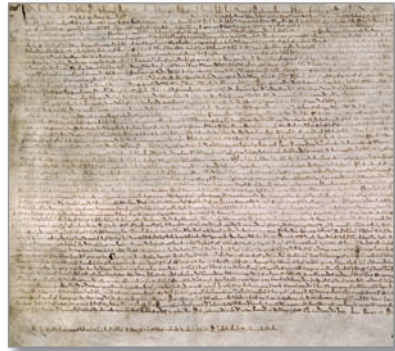
800 ANS APRES LA MAGNA CARTA:
**Le règne de l'UE de
Bruxelles mettrait fin
à des siècles de liberté
et d'indépendance en
Grande-Bretagne**

Huit cents ans après la Magna Carta: Le règne de l'UE de Bruxelles mettrait fin à des siècles de liberté et d'indépendance en Grande-Bretagne

Voici une loi qui est au-dessus du Roi, et que même lui ne doit pas enfreindre. Cette réaffirmation d'une loi suprême, ainsi que son expression dans une charte générale, est la grande œuvre de la Magna Carta; et cela justifie à lui seul le respect que les hommes lui portent.

Winston Churchill, 1956

De toutes les fières histoires de liberté et d'indépendance en Europe auxquelles l'UE de Bruxelles mettrait fin, la fin de l'histoire séculaire de liberté et d'autonomie gouvernementale en Grande-Bretagne doit sûrement faire partie de l'une des plus tragiques. Pour les gens d'un pays qui a par deux fois joué un rôle vital en empêchant le Cartel des produits chimiques, pétroliers et médicamenteux de conquérir le monde, la livraison de l'Europe entre les mains de ceux qui provoquèrent les deux guerres mondiales représente un événement que plus d'un million de leurs valeureux ancêtres ont essayé d'empêcher, en donnant leur vie.



La Magna Carta (grande charte) de l'Angleterre, signée en juin 1215, mena le monde à la mise au point de la loi constitutionnelle, et est largement perçue comme l'un des documents juridiques les plus importants de l'histoire de la démocratie.

(Remerciements pour l'image: Wikipedia)

En remontant davantage dans l'histoire, il est tout aussi remarquable que la Grande-Bretagne, via l'Angleterre, son plus grand pays membre, ait également donné au monde la Magna Carta (grande charte) – une charte largement perçue comme l'un des documents juridiques les plus importants de l'histoire de la démocratie. Signée à Runnymede, dans le comté anglais de Surrey, en juin 1215, cette charte s'est dressée pendant des siècles comme un rempart contre la tyrannie en Angleterre. En reconnaissant des droits tels que l'habeas corpus – le droit d'une personne détenue à obtenir une audience devant une cour indépendante, afin de déterminer si cette détention est légale – et en plaçant même les souverains et les magistrats dans un Etat de droit, la Magna Carta anglaise mena le monde vers le développement des lois constitutionnelles.

A l'insu de nombreux Britanniques, cependant, le « mandat d'arrêt européen » de l'UE de Bruxelles, adopté en 2002, a abrogé l'habeas corpus. De façon similaire, le traité de Lisbonne abroge non seulement la protection qu'offre la Magna Carta contre une domination arbitraire et capricieuse, mais aussi la souveraineté même du Parlement britannique – un corps qui a constitué le modèle pour les systèmes parlementaires dans le monde entier.



Le Parlement britannique est largement reconnu pour avoir été le modèle des systèmes parlementaires de par le monde. Néanmoins, sa souveraineté, ainsi que la souveraineté de tous les autres parlements nationaux qui font partie de l'UE de Bruxelles, ont été abrogées par le traité de Lisbonne.

(Remerciements pour l'image: Wikipedia)

Une fierté historique: la Grande-Bretagne défend le monde à deux reprises contre le Cartel du pétrole et des médicaments

L'entrée de la Grande-Bretagne dans la première guerre mondiale eut lieu le 4 août 1914, lorsque son Premier ministre d'alors, Herbert Asquith, déclara la guerre à l'Empire allemand en réponse à l'invasion de la Belgique par l'Allemagne. Parmi les nombreux facteurs qui furent cruciaux pour assurer la défaite de l'Allemagne lors de cette première guerre mondiale, le rôle essentiel de la Royal Navy britannique – la plus grande force navale du monde à l'époque – est fréquemment négligé. En fait, le rôle de la marine britannique fut si important durant la première guerre mondiale, que sans celle-ci, il n'y a pas de doute que le pays aurait été incapable de rester en guerre.

Bien que la flotte n'ait livré qu'un seul combat pendant la Première Guerre mondiale, dans le Jutland, le 31 mai 1916, la marine britannique réussit à empêcher que la marine allemande ne dépasse les confins de la mer du Nord. En faisant cela, elle joua un rôle décisif, permettant que le commerce maritime entre la Grande-Bretagne et ses alliés se poursuive tout au long de la guerre. En plus de l'armée massive qu'elle fournit, la Grande-Bretagne fut également l'arsenal et le financier de l'alliance, et elle résista même, de manière catégorique, à la déclaration par l'Allemagne de la guerre sous-marine sans restriction, en février 1917¹. En tant que tel, sans les efforts de la Grande-Bretagne, il est clair que l'issue de la première guerre mondiale aurait été très différente.



Sir Winston Churchill,
Premier ministre du
Royaume-Uni de 1940 à
1945, et de 1951 à 1955.

L'entrée de la Grande-Bretagne dans la seconde guerre mondiale eut lieu le 3 septembre 1939, lorsqu'elle déclara la guerre à l'Allemagne suite à l'invasion allemande de la Pologne. Refusant avec bravoure un armistice avec l'Allemagne, le rôle de la Grande-Bretagne dans la défense du monde contre le Cartel, et ce pour la seconde fois, ne fut pas moins crucial qu'il ne l'avait été vingt-cinq ans auparavant. Sous Winston Churchill, le Premier ministre britannique et sans doute le chef de guerre le plus remarquable de

¹ Britain and World War One, 1901 – 1918; BBC History.

l'histoire moderne, la Grande-Bretagne tint bon contre l'effort de guerre financé par le Cartel, et réussit, contre toute attente et de façon presque inimaginable, à forcer Hitler à entamer une guerre sur deux fronts, ce qui devait finalement entraîner la défaite de l'Allemagne.

Néanmoins, les forces du Cartel commencèrent à se regrouper et à conspirer en secret contre la Grande-Bretagne quelques années seulement après que la seconde guerre mondiale ait pris fin.

Le complot du Comité d'Action pour les Etats-Unis d'Europe, une conspiration visant à attirer la Grande-Bretagne dans l'UE de Bruxelles



L'histoire de l'Action Committee for the United States of Europe (Comité d'Action pour les Etats-Unis d'Europe), a été largement cachée au peuple britannique.

Comité peu connu dont l'histoire a été largement cachée au peuple britannique, l'Action Committee for the United States of Europe (Comité d'Action pour les Etats-Unis d'Europe) fut fondé par Jean Monnet le 13 octobre 1955². Monnet, un magouilleur qui ne fut jamais élu à la fonction publique lors d'une élection démocratique, avait été auparavant la haute autorité de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier (CECA), un poste duquel il avait démissionné un mois auparavant. Les réunions du Comité d'Action commencèrent en janvier 1956, et elles eurent lieu en privé.

Dès le départ, Monnet signala très clairement ce qui était prévu. Dans une lettre envoyée aux politiciens et aux syndicalistes qui l'avaient rejoint pour former le Comité, il déclara ce qui suit:

“La simple coopération entre les gouvernements ne suffira pas. Il est indispensable que les Etats délèguent certains de leurs pouvoirs aux institutions fédérales européennes mandatées par tous les pays participants pris dans leur ensemble. Dans le même temps, l'association étroite entre la Grande-Bretagne et ces nouvelles réalisations, doit être assurée.”

² Action Committee for the United States of Europe: Statements and Declarations 1955-67. Pub. Chatham House, London, 1969.

En bref, le but ultime du Comité, comme indiqué lors de sa création, consistait à "arriver, par des réalisations concrètes, aux Etats-Unis d'Europe."

Par la suite, dans une lettre datée du 28 septembre 1968, Jean Monnet annonça que le Comité avait décidé d'inviter les trois principaux partis politiques britanniques à se joindre en tant que membres à part entière. En outre, il déclara sans ambages que les partis politiques et syndicats qui constituaient le Comité étaient « déterminés à ouvrir la voie pour l'entrée des Britanniques dans la Communauté européenne, dès que possible ».

Fait inconnu du peuple britannique, le membre le plus ancien du comité exécutif de ce Comité avait été l'Allemand Kurt Georg Kiesinger, qui y avait siégé entre janvier 1956 et mai 1965. Kiesinger avait été membre du parti nazi (son numéro de membre au parti nazi NSDAP était le 2633930), et il avait travaillé au sein de la division de radio propagande du ministère nazi des Affaires étrangères pendant la seconde guerre mondiale³. Plus tard, il devint chancelier d'Allemagne de l'Ouest, un poste qu'il conserva de 1966 à 1969.

D'autres membres notables du Comité avaient inclus l'Italien Aldo Moro, qui en avait été le secrétaire politique entre mai 1959 et décembre 1962. En prélude à la Seconde Guerre mondiale, Moro avait été membre de l'Organisation Universitaire Fasciste (Gioventù Universitaria Fascista), un groupe sponsorisé par le parti fasciste de Mussolini. Moro devint ensuite Premier Ministre de l'Italie, un poste qu'il détint à deux reprises, de 1963 à 1968, et de 1974 à 1976.



Jean Monnet, un magouilleur qui ne fut jamais élu à la fonction publique lors d'une élection démocratique, fonda l'Action Committee for the United States of Europe (le Comité d'Action pour les Etats-Unis d'Europe) en 1955. Les trois principaux partis politiques britanniques devinrent membres de ce comité, qui joua un rôle essentiel dans le leurre consistant à amener la Grande-Bretagne dans l'UE de Bruxelles.

³ New York Times, édition du 10 mars 1988.



Le membre du comité exécutif du Comité d'Action pour les Etats-Unis d'Europe à avoir servi le plus longtemps, fut l'Allemand Kurt Georg Kiesinger. Ancien membre du parti nazi, Kiesinger avait travaillé au sein de la division de radio propagande du ministère nazi des Affaires étrangères durant la seconde guerre mondiale.

(Remerciements pour l'image: Wikipedia)

De façon étonnante, et en dépit des faits décrits ci-dessus, les dirigeants de chacun des trois partis politiques britanniques répondirent de façon extrêmement positive à l'invitation de Monnet. Le Premier ministre Harold Wilson, par exemple, au nom du Labour Party (parti travailliste) au pouvoir, écrivit: "Les objectifs du Comité d'Action sont en étroite conformité avec ceux auxquels le Labour Party souscrit." Il ajouta qu'il était heureux d'accepter l'invitation afin que le parti travailliste rejoigne le Comité "en tant que membre à part entière." Wilson nomma trois membres du parti – George Brown, Walter Padley et Michael Stewart – pour lui servir de représentants.

Anthony Barber, président du Conservative Party (parti conservateur), répondit de façon tout aussi positive, disant qu'après consultation avec ses collègues, il avait eu le grand plaisir d'accepter l'invitation, et que son parti apprécierait la valeur de cette adhésion. Barber nomma lui aussi trois membres de son parti – Mr Reginald

Maudling, leader adjoint du parti; Sir Alec Douglas-Home, porte-parole des Affaires étrangères; et Mr Selwyn Lloyd, ancien ministre des Affaires étrangères et chancelier de l'Echiquier – pour qu'ils le servent en tant que représentants.

Jeremy Thorpe, le dirigeant du Liberal Party (parti libéral), fut tout aussi enthousiaste, disant qu'il se joindrait au Comité d'Action "avec de grands espoirs". Il ajouta que la sphère de coopération devait être "élargie afin d'inclure la diplomatie et la défense, ainsi que de grandes parties de la politique sociale et culturelle".

En conséquence, les personnes présentes à la 14e session du Comité, qui se déroula le 11 mars 1969, inclurent des membres de chacun des trois grands partis politiques britanniques, qui ne siégeaient pas tous en tant qu'individus, mais en tant que représentants nommés par leur parti. Cette réunion eut lieu à Londres, et constitua un moment important dans le leurre de la Grande-Bretagne visant à ce que celle-ci intègre l'UE de Bruxelles.

Les réunions du Comité d'Action pour les Etats-Unis d'Europe se déroulèrent durant les années 1960 et ne prirent fin qu'après 1973, lorsque la Grande-Bretagne rejoignit la Communauté économique européenne.

Décimalisation de la monnaie britannique – La première étape vers la mise au rebut de la livre sterling

Pour les concepteurs de l'UE de Bruxelles, une étape capitale dans le fait d'aider à s'assurer que les pays membres soient incapables de quitter le bloc, fut la création d'une seule devise européenne, l'euro. La raison en était simple: la démolition de la monnaie d'une nation, ainsi que la soumission de cette nation au contrôle d'une banque centrale contrôlée par le Cartel, réduit un pays autonome en vulgaire état fédéré dans un super Etat contrôlé par l'industrie.

Avant la création de l'euro, les systèmes monétaires des six pays membres fondateurs de l'UE de Bruxelles avaient tous utilisé des devises basées sur une centaine de sous-unités. En tant que tel, il fut évidemment décidé qu'une seule monnaie paneuropéenne utiliserait de façon similaire des centaines de sous-unités (centimes ou cents).

Etant donné toutefois que la devise britannique, la livre sterling – la plus vieille monnaie du monde à être encore utilisée – était basée jusqu'en 1971 sur 240 sous-



La monnaie britannique, la livre sterling – est la plus vieille monnaie du monde à être toujours utilisée.

unités, l'harmonisation avec les systèmes basés sur le principe décimal des six pays membres fondateurs fut jugée nécessaire avant que le peuple britannique ne puisse être contraint à laisser tomber la livre et à accepter une monnaie unique paneuropéenne basée sur une centaine de sous-unités.

Ainsi naquit ce qui finit par être connu sous le nom de la "décimalisation" de la monnaie britannique.

L'annonce selon laquelle la Grande-Bretagne allait "passer au système décimal" fut effectuée le 1er mars 1966, par le chancelier de l'Échiquier de l'époque, James Callaghan, qui décrivit cela comme une décision "historique et capitale". Bien que les véritables raisons qui se trouvaient derrière ce changement ne furent jamais complètement révélées au peuple britannique, Callaghan admit publiquement que "de grandes parties" de l'industrie, du commerce, et des banques avaient conclu que celui-ci serait bénéfique pour l'économie⁴. Inutile de dire que le raisonnement précis de Callaghan concernant la raison pour laquelle le système de 240 sous-unités de la Grande-Bretagne était en quelque sorte responsable d'avoir « retenu » l'économie britannique, ne fut jamais éclaircie. Malgré ceci, la nouvelle monnaie décimale poursuivit son bonhomme de chemin, et fut lancée dans le pays le 15 février 1971.⁵

Edward Heath – l'homme qui livra la Grande-Bretagne à l'UE de Bruxelles

La Grande-Bretagne rejoignit l'UE en janvier 1973, sous son Premier ministre d'alors, Edward Heath, un homme qui avait longtemps nourri le désir d'engager son pays dans une fédération européenne. Dans son discours inaugural au Parlement, donné le 26 juin 1950 lorsqu'il intégra la chambre des communes, Heath appela ouvertement le gouvernement à rejoindre le plan Schuman. Présenté par le ministre des Affaires étrangères français, Robert Schuman, un mois seulement avant que Heath ne devienne membre du Parlement britannique, le plan Schuman, en définitive, menait directement à la création de l'UE de Bruxelles.

⁴ Britain to go decimal in 1971. BBC News.

⁵ D-Day delivers new UK currency. BBC News.

Heath était bien connecté avec l'élite du Cartel, participant à une réunion du clandestin Groupe Bilderberg, en 1976 ⁶, et à une réunion de la Commission Trilatérale menée par Rockefeller, en 1980 ⁷. Ayant détenu le poste de Premier ministre britannique entre 1970 et 1974, il fut également un ami du président et chef de la direction de la compagnie pharmaceutique Glaxo, Sir Austin Bide – un homme décrit par le journal britannique « The Independent » comme étant “principalement responsable de la transformation de Glaxo d’une compagnie mieux connue pour ses aliments pour bébé, en une force mondiale de l’industrie pharmaceutique.” ⁸ De manière significative, il est à remarquer que Bide, alors détaché auprès de Glaxo pendant la seconde guerre mondiale, avait travaillé sur les vitamines et la pénicilline et avait été également responsable des brevets.⁹



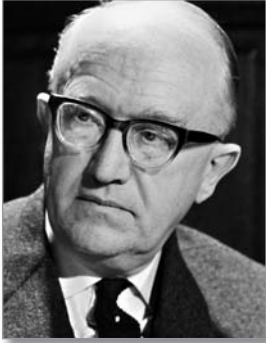
Edward Heath, Premier ministre britannique de 1970 à 1974, était bien connecté à l'élite du Cartel, et livra la Grande-Bretagne entre les mains de l'UE de Bruxelles en 1973.

Un autre ami proche de Heath était Eric Roll, qui allait devenir plus tard le Baron Roll d'Ipsden et membre de la chambre des Lords britanniques. Roll fut aussi un participant assidu au meeting Bilderberg et même membre du puissant steering committee (comité directeur) de ce groupe.¹⁰

Mais Bide et Roll n'étaient pas les seuls associés controversés de Heath. Après que le président français Charles de Gaulle ait utilisé son droit de veto concernant l'entrée de la Grande-Bretagne dans l'Union Européenne de Bruxelles dans les années 1960, Heath invita l'ex-juriste nazi Walter Hallstein, qui était alors président de la Commission européenne, à Chequers, sa résidence de campagne, afin d'examiner la raison pour laquelle cette entrée avait échoué.¹¹

⁶The Daily Collegian. 9 septembre 1976. ⁷1980 réunion plénière de la Commission trilatérale. ⁸Sir Austin Bide: Industrialist who transformed Glaxo into a world force and then clashed with Thatcher at British Leyland. The Independent, samedi 24 mai 2008. ⁹Sir Austin Bide: After success at Glaxo, he failed to deliver at British Leyland. The Guardian, jeudi 5 juin 2008.

Cette visite fut l'une parmi plusieurs qu'Hallstein rendit à Heath, à Chequers, pendant le mandat de Heath en tant que Premier ministre. En coulisse, au cours de la décennie qui précéda l'adhésion de la Grande-Bretagne à l'UE en 1973, Hallstein et Heath se rencontrèrent à de nombreuses reprises, et travaillèrent en étroite collaboration.



L'ex-juriste nazi Walter Hallstein rencontra le Premier ministre britannique Edward Heath à de nombreuses occasions, et travailla étroitement avec lui. Hallstein promit à Heath d'être à ses côtés, afin de réussir à faire voter l'adhésion de la Grande-Bretagne à l'UE de Bruxelles.

En reconnaissance de leur étroite relation de travail, Hallstein contribua même à la préface de l'édition allemande du livre d'Andrew Roth, en 1973, 'Edward Heath - Ein Mann für Europa'.¹² A partir de là, et selon ses propres dires, il est clair qu'Hallstein utilisa Heath en tant que son baromètre pour déterminer la température politique avant les réunions officielles et les négociations concernant la demande du Royaume-Uni de rejoindre le bloc de l'UE. Ayant promis d'être aux côtés de Heath afin de pousser l'adhésion de la Grande-Bretagne, il est également clair qu'Hallstein était déterminé à ce que le pays rejoigne l'UE de Bruxelles, sans prendre en compte l'opposition du peuple britannique. Par conséquent, Hallstein résuma le rôle de Heath dans la livraison de la Grande-Bretagne entre les mains de l'UE de Bruxelles ; en déclarant sans ambages que: "Le succès de cette bataille fut, dans une mesure déterminante, sa victoire."

Heath perdit le pouvoir en 1974 face au parti travailliste d'Harold Wilson, dont le manifeste électoral l'avait engagé à permettre un référendum au peuple britannique afin de savoir si la Grande-Bretagne devrait rester dans le marché commun sous des conditions renégociées, ou le quitter tout à fait.

¹⁰ British House of Lords, Register of Lords' Interests. ¹¹ Heath and the Heathmen. Andrew Roth. Pub. Routledge & Kegan Paul, 1972. p169.

¹² Edward Heath - Ein Mann für Europa. Andrew Roth. Traduit par Heinrich-Gottwald. Ed. Böhlau-Verlag, Köln, 1973.

Durant la campagne qui précéda le référendum, référendum qui eut lieu le 6 juin 1975, l'homme d'affaires millionnaire, Alastair McAlpine, qui devint plus tard le trésorier du parti conservateur de Heath, agit comme trésorier de la campagne pour le 'Oui'. Parlant au journal *The Independent* au mois de juin 2005, McAlpine admit que "les banques et les grosses entreprises industrielles avaient placé de très grandes sommes d'argent" sur le côté du 'Oui'.

L'*Independent* décrit également la façon dont, selon une organisatrice de la campagne du 'Oui', Caroline de Courcey Ireland, le côté du 'Oui' avait en plus l'avantage de l'argent provenant de la Commission européenne, dont le financement fut utilisé afin d'affréter une série d'avions d'une centaine de places de la compagnie aérienne *British Caledonian* afin d'amener presque 1.000 orateurs pro-européens aux briefings donnés par les eurocrates de haut niveau. De manière révélatrice, de Courcey Ireland décrivit l'argent comme "une espèce de distribution spéciale" provenant de la Commission.¹³

Face à la question référendaire "Pensez-vous que le Royaume-Uni devrait rester dans la Communauté européenne (marché commun)?", le financement massif de l'industrie et de la Commission européenne pour le « Oui », s'assura que juste un peu plus de 67% des électeurs votent favorablement. Après le vote, Heath admit qu'il avait "travaillé pour ceci pendant 25 ans."¹⁴

A ce jour, l'élection de 1975 reste le seul référendum auquel le peuple britannique a eu droit concernant l'Europe.

¹³ How we were talked into joining Europe. *The Independent*. Saturday, 4 June 2005.

¹⁴ UK embraces Europe in referendum. *BBC News*.

Le peuple britannique se battra-t-il afin de conserver ses libertés et son indépendance ?

A travers l'adoption du traité de Lisbonne, presque tout ce que Goering – en tant que chef de la Luftwaffe allemande durant la seconde guerre mondiale – avait tenté d'obtenir pour le Cartel, est sur le point d'être acquis. En tant que tels, la grande perte de vies et le sacrifice désintéressé qui avaient eu lieu afin de vaincre la cupidité des entreprises qui mena aux deux guerres mondiales, auront été effectués en vain, à moins que le peuple britannique soit prêt à se battre afin de conserver sa liberté et son indépendance.

Il est donc clair que même si la Grande-Bretagne a toujours été du bon côté dans les batailles mondiales contre le Cartel du pétrole et des médicaments, à moins que son peuple combatte l'UE de Bruxelles et la prise de contrôle de leur pays par celle-ci, tout ce pour quoi leurs pères et grands-pères se sont battus dans le passé, sera perdu.

